

Le 4 décembre

**Ligue européenne de coopération économique (ELEC)  
8 décembre 2006 – Parlement européen**

**“Les entreprises appellent à la relance de l’Europe”**

**Présentation des priorités de UNICE et de la déclaration de  
UNICE sur l’avenir de l’Europe**

TEMPS DE PAROLE: 10 MINUTES

HEURE D’INTERVENTION : 10H00

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d’abord de vous remercier de m’avoir invité à vous adresser la parole lors de la séance académique du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Ligue européenne de coopération économique. Je suis particulièrement ravi de pouvoir vous présenter, en tant que président de la Confédération européenne des entreprises, les priorités de mon organisation qui travaille à défendre, auprès des institutions européennes, le bien-être des milieux d’affaires européens.

J’ai eu l’honneur d’être élu président de cette organisation en juin 2005 pour un mandat que j’ai renouvelé lors de la dernière réunion du Conseil des présidents à Helsinki, il y a exactement une semaine, et qui court donc jusqu’en juin 2009. En arrivant, mon objectif principal – que j’envisage toujours de mener à terme pendant ma présidence - était d’élargir, de clarifier et de rendre plus percutants la communication et le champ d’action de UNICE. Pour cela j’ai convenu avec mes collègues des 39 fédérations membres des priorités de communication et d’action que UNICE devrait mettre en place dans les années à venir.

Nous avons désigné trois grands axes d'orientation pour lesquels nous aimerions travailler côte à côte avec les institutions européennes :

1. exploiter pleinement l'acquis communautaire,
2. relever les défis liés à la mondialisation
3. et contribuer à l'avenir de l'Europe.

Permettez-moi de vous donner plus de détails sur chacun d'entre eux.

## **1. EXPLOITER PLEINEMENT L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE**

### **A. INTÉGRER LE MARCHÉ EUROPÉEN**

L'intégration du marché européen est essentielle, pour créer un marché unique pour les personnes, les marchandises, les services et les capitaux.

Un marché unique génère en effet les synergies dont les entreprises ont besoin, il offre un choix plus large aux consommateurs, il apporte une réponse appropriée face à la concurrence mondiale. Le marché européen, c'est la source d'environ 2,5 millions d'emplois au cours des quinze dernières années. Mais si l'Europe veut relever le défi de la concurrence mondiale, nous devons aujourd'hui passer la vitesse supérieure et créer un marché au sein duquel les entreprises peuvent se mouvoir aussi librement, par exemple, qu'entre les différents États des États-Unis.

C'est la raison même pour laquelle nous sommes si désireux de voir la mise en place d'un marché unique des services. L'efficacité du secteur des services aux États-Unis fait apparaître clairement que d'énormes gains de productivité sont encore possibles dans les services européens. Aujourd'hui, nous disposons d'une proposition de directive sur les services qui est loin d'être parfaite, mais il nous appartient d'en tirer le meilleur parti possible, avec une mise en œuvre efficace dans chaque État membre.

## **B. LUTTER CONTRE LES PROTECTIONNISMES NATIONAUX**

La lutte contre les protectionnismes nationaux fait partie de la stratégie pour le marché intérieur. Je crois important de souligner ce point, surtout au vu de certaines tentatives de grands pays de protéger leurs entreprises contre des fusions et prises de participation venant d'un autre pays.

La réponse ne réside ni dans le concept des « champions nationaux », ni dans l'intervention des gouvernements dans les fusions d'entreprises. Il appartient aux actionnaires – compte tenu de l'intérêt de l'entreprise – de prendre ce type de décision. C'est dans ce contexte également que j'aimerais évoquer les négociations à l'OMC. Pour nos pays, l'échec des négociations est inacceptable. Nous sommes une économie ouverte, nous exportons beaucoup dans le monde entier : avec une part de quelque 20 % dans les importations et exportations mondiales, l'économie européenne participe au développement mondial, et sa prospérité future dépend de ce développement. Nous favorisons donc une approche multilatérale, mais attention : une approche qui ouvre véritablement les marchés des biens et services. Il est inacceptable que les problèmes agricoles dominant les questions commerciales. Il est inacceptable que d'importantes économies émergentes refusent d'ouvrir davantage leurs marchés. Nous espérons encore que le cycle de Doha pourra aboutir, à des conditions acceptables. Il est généralement admis qu'une issue positive du cycle entraînerait une augmentation de 2,5 % des exportations de l'UE. Néanmoins, nous avons d'ores et déjà appelé la Commission à commencer à étudier une approche bilatérale et négocier des accords de libre échange avec certains pays ou régions.

## **C. TIRER PARTI DES POSSIBILITÉS DE L'ÉLARGISSEMENT**

L'élargissement aux dix nouveaux États membres s'est avéré positif pour l'économie. À l'heure actuelle, il y a encore davantage d'exportation de l'ouest vers l'est que l'inverse. L'augmentation des exportations a entraîné à l'ouest plus de créations d'emplois qu'il n'y a eu de pertes d'emplois par délocalisation. Par conséquent, nous sommes convaincus que l'élargissement est une situation « win-win », où chacun est gagnant. L'élargissement a apporté, et continuera d'apporter des avantages à tous les États membres si nous parvenons à le gérer correctement, sans permettre que nos choix stratégiques soient guidés par des réflexions à court terme ou des craintes infondées.

## **2. RELEVER LES DÉFIS LIÉS À LA MONDIALISATION**

### **A. METTRE EN ŒUVRE LES RÉFORMES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI**

En mars 2000 à Lisbonne, les chefs d'État et de gouvernement ont défini une stratégie sur dix ans, fort ambitieuse mais très précise, fondée avant tout sur l'amélioration de la compétitivité européenne. Nous savons qu'à mi-parcours, nous sommes loin des objectifs fixés au Portugal.

Depuis, l'écart par rapport à nos pays concurrents a encore grandi. Au cours des cinq dernières années, la zone euro a connu une croissance de 1,3 %, contre 2,6 % aux États-Unis. De plus, les économies dites « émergentes » nous rattrapent : en 2005, le PIB de la Chine a atteint la taille du PIB de la zone euro.

Même la stratégie recentrée à l'initiative de la Commission Barroso en 2005 ne pourra avoir de succès que si les États membres eux-mêmes décident d'engager les réformes structurelles nécessaires. Certains l'ont fait en raison des conditions difficiles auxquelles ils étaient confrontés, comme la Finlande, qui a connu un retournement après l'effondrement de l'Union soviétique au

début des années 1990. Aujourd'hui, ce pays est considéré comme l'un des plus compétitifs du monde.

Nous, milieux d'affaires, exhortons par conséquent tous les gouvernements nationaux, des États membres et des pays associés, à agir et adapter leurs politiques pour pouvoir faire face à la concurrence mondiale, aux défis technologiques et au vieillissement de la population. C'est précisément le message que j'ai transmis le 4 décembre dernier, lorsque je l'ai rencontrée, à Mme Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne qui présidera l'Union européenne durant le prochain semestre.

## **B. RÉFORMER LES SYSTÈMES SOCIAUX EUROPÉENS POUR QU'ILS SOIENT DURABLES**

Il existe plus d'un modèle social en Europe, nul besoin d'en débattre encore. Ce qu'il importe d'accepter, pour les chefs d'entreprises également, c'est ceci : lorsqu'il y a croissance économique, lorsque la productivité s'améliore, une partie doit servir à créer plus de solidarité et à soutenir les prestations sociales. Aujourd'hui pourtant, la viabilité même des systèmes sociaux est en jeu. On a calculé qu'avec le vieillissement rapide de la population européenne, la dette publique dans l'UE-15, actuellement de 45 %, exploserait à 180 % si rien ne change. Chaque État membre, chaque pays européen doit relever lui-même ce défi, mais un retard dans un pays a des conséquences pour les autres. En effet, il est prouvé également que de saines politiques macro-économiques favorisent la croissance plutôt que l'inverse.

### **3. CONTRIBUER À L'AVENIR DE L'EUROPE**

#### **A. GOUVERNER L'UE DE MANIÈRE EFFICACE**

##### **I. LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE**

L'union monétaire, ainsi que le marché intérieur, sont pour les milieux d'affaires deux réalisations majeures de l'intégration européenne. Nous n'en avons pourtant pas encore vu tous les avantages ! Les performances de croissance de la zone euro sont décevantes, on constate des divergences croissantes de compétitivité entre les pays qui partagent la monnaie unique. De notre point de vue, le message est clair : la gouvernance économique de l'union monétaire doit s'améliorer, selon quatre voies prioritaires.

1. Renforcer l'engagement à consolider les finances publiques en phase de reprise : c'est particulièrement important dans l'union monétaire, car c'est sans doute le moyen le plus efficace de prévenir des périodes persistantes de surchauffe ou de ralentissement prononcé au niveau des pays.
2. L'eurogroupe doit également prendre la responsabilité de surveiller les réformes structurelles, reflétant les interactions politiques fortes qui existent au sein de l'union monétaire.
3. Améliorer la qualité du dialogue entre les différents acteurs, en respectant pleinement l'indépendance de la BCE.
4. Renforcer la représentation extérieure de la zone euro, afin que sa contribution aux enjeux mondiaux soit proportionnelle à son poids économique.

## II. LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

La gouvernance de l'UE a été perturbée par les référendums négatifs en France et aux Pays-Bas. L'enjeu actuel est de résoudre les problèmes institutionnels que pose une Union de 25 membres aujourd'hui, 27 et plus demain.

Nous le savons tous, ce n'est pas la première fois que l'UE passe par une période délicate, mais celle-ci est sans doute la pire. Même si nous avons survécu aux jours de vacance du pouvoir, aux années d'eurosclérose, à la crise budgétaire et à la démission de la Commission, la situation actuelle est sans précédent : le projet européen a perdu le soutien d'une grande partie des citoyens et entreprises de l'UE. La crise survient à un moment où l'UE est confrontée à d'énormes défis, liés au vieillissement de la population, au progrès technologique et à la mondialisation. Le plus difficile aujourd'hui est de regagner la confiance des citoyens et des entreprises d'Europe pour le projet européen.

Le 1<sup>er</sup> décembre dernier à Helsinki, le Conseil des présidents de UNICE (qui se réunit deux fois par an) a adopté une déclaration sur l'avenir de l'Europe. Par cette déclaration, nous souhaitons influencer la présidence allemande en vue de la déclaration politique qui sera préparée et présentée à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome.

Vous pouvez soutenir qu'il n'appartient pas aux chefs d'entreprises de trouver les solutions pratiques, c'est vrai. Mais il est de notre devoir de lancer un appel d'urgence à de telles solutions. Comme je l'ai déjà mentionné au moment d'exposer les priorités de UNICE, l'Europe est confrontée à une série de défis qui exigent des actions concrètes. Dans un contexte de mondialisation croissante et d'évolution rapide des technologies, il est nécessaire que l'Europe

concentre son action sur le rétablissement de sa compétitivité par rapport aux autres régions du monde connaissant de grandes évolutions.

C'est pourquoi les entreprises demandent des actions pour ranimer l'Union européenne : nous avons besoin d'une Union européenne capable d'agir rapidement et résolument, lorsque cela s'impose. D'une Union européenne qui puisse mieux coordonner les initiatives nationales. D'une Union européenne qui puisse diffuser à tous les meilleures pratiques observées dans un État membre. D'une Union européenne qui prenne des mesures aujourd'hui pour atteindre ses objectifs demain.

Les entreprises européennes soutiennent une Union européenne forte, capable d'action, capable de réforme. Des objectifs plus clairs doivent être fixés, il faut mettre un accent plus net sur les priorités, il faut faire plus visiblement preuve de volonté politique et d'appui à ces réformes. C'est ainsi que nous pourrions faire d'une Europe redynamisée un nouveau succès.

---